

Enseigner... ça fait 35 ans que nous en saignons !

Cela fait plus de 35 ans, que les gouvernements successifs font des économies sur le dos des enseignants.

Ils ont allongé leurs plages-horaires, supprimé des milliers d'emplois (entre autres lors de la communautarisation de l'Enseignement, de la création des NTPP, de la fusion d'écoles etc.), limité les droits aux congés de maladie et diminué les primes de fin d'année, sans parler de la réduction des budgets pour l'entretien des bâtiments scolaires...

Résultat : des classes surpeuplées, des horaires chargés, des bâtiments délabrés, une augmentation de la violence dans certaines écoles,...

Les conditions de travail des profs se sont tellement dégradées que la profession attire peu les jeunes. De plus, parmi ceux qui choisissent le métier de prof, 50% quittent l'enseignement en-dehors des 8 ans.

A 55 ans, la plupart des enseignants (en particulier ceux du maternel et du primaire) sont épuisés ! Rien d'étonnant à ce que les DPPR (Départs précédant la pension de retraite) aient du succès !

LE BAL DES HYPOCRITES

Et, à présent, partant du constat que les jeunes censés assurer la relève ne se bousculent pas au portillon, le gouvernement veut retarder l'âge des DPPR !!! De qui se moque-t-on ?

Pourtant, Simonet répète à qui veut l'entendre que « *l'enseignement EST une priorité* ». Mais que propose-t-elle concrètement pour améliorer la situation ?

- Quelques cacahuètes en guise de revalorisation salariale : passage des plus petits barèmes à 13.750 € et augmentation de 120 € de la partie fixe de la prime de fin d'année.

- Un décret « Robin des Bois » qui prend des moyens dans les écoles « riches » pour les distribuer dans les écoles « pauvres ». Mais, comme Madame la ministre le reconnaît elle-même, « *les écoles riches n'existent pas* ». Il s'agit donc de prendre les moyens des écoles qui s'en sortent encore et qui à cause de ce projet vont, elles aussi, rencontrer des difficultés à l'avenir...

TOUS ENSEMBLE !

On est loin d'un refinancement de l'enseignement. On barbotte plutôt dans un « autofinancement » où ce sont les profs et les écoles qui paient pour l'enseignement !

Ces mesures anti-sociales à l'égard des travailleurs de l'enseignement ne sont pas isolées : elles font partie d'une offensive patronale et gouvernementale qui se développe partout contre les travailleurs, du public comme du privé, en Belgique comme dans tous les autres pays d'Europe.

Les mesures contre les DPPR sont la suite logique des mesures pour limiter les prépensions du privé dans le

Pacte des Générations de 2005. Le détricotage des DPPR et les miettes de la prime de fin d'année sont les échos du rabetage du statut des employés et de la limitation / réduction salariale dans le récent Accord Interprofessionnel (AIP) du secteur privé.

Dans cette perspective, il est clair que la lutte qui s'amorce ne concerne pas que les enseignants. Partout en Europe, le secteur public a été sauvagement attaqué pour rembourser les dettes contractées lors du sauvetage des banques. La Belgique ne fait pas exception !

Un recul des profs donnerait le feu vert pour une attaque en règle contre tout le service public et bien plus encore, alors que les banques et les boursicoteurs ont retrouvé, voire augmenté, leur niveau de bénéfices d'avant la crise de 2008.



NOUS VOULONS

- ⇒ Le maintien des DPPR dans les normes actuelles avec possibilité d'accès aux DPPR à temps partiel avant 55 ans
- ⇒ L'augmentation des salaires mensuels et le regroupement des pécules et primes dans un véritable 13^e mois
- ⇒ La diminution des plages horaires (notamment pour permettre des réunions de concertation dans les équipes pédagogiques)
- ⇒ Un renforcement de l'encadrement pédagogique

UNE ÉCOLE DE QUALITÉ POUR TOUS

Une revalorisation de la profession, de meilleures conditions de travail pour les enseignants ... sont des conditions indispensables pour améliorer la qualité de l'enseignement qui en a grandement besoin.

Mais c'est loin d'être suffisant. Les restrictions et le sous-investissement dans l'enseignement., cela veut dire aussi des écoles délabrées, un manque de personnel dans tous les secteurs, des difficultés récurrentes d'exercer son métier par manque de cohérence des programmes,... Avec comme conséquences pour les élèves, l'approfondissement des inégalités sociales, un échec scolaire massif et une violence grandissante...

Pour en finir vraiment avec l'école de la pénurie, il faut imposer le **refinancement de l'enseignement à hauteur de 7% du PIB** (comme en 1976 avant que la cascade de mesures néolibérales le fassent reculer à moins de 6% aujourd'hui).

www.lcr-lagauche.be

Nom

Prénom.....

Adresse.....

.....

e-mail.....

.....

Tél.....

Je veux:

- Plus d'infos sur la LCR
- Rencontrer un enseignant de la LCR
- Devenir membre de la LCR
- Deux exemplaires gratuits de *La Gauche*, journal de la LCR



**Ligue Communiste
Révolutionnaire**
20 rue Plantin,
1000 Bruxelles

0476 / 90.09.97
[info@lcr-
lagauche.be](mailto:info@lcr-lagauche.be)

*Ne pas jeter sur la voie
publique*
Ed.r. : A.Riera, 20 rue
Plantin, 1070 Bruxelles

Faisons monter la pression !

Une journée de grève avec une manifestation, c'est bien. Mais, face à la détermination de Simonet et du gouvernement communautaire, il est clair que cela ne suffira pas.

Nous avons besoin de faire monter la pression, en organisant rapidement un mouvement de grèves, de blocages d'écoles et de manifestations, en y impliquant les étudiants, les parents et l'ensemble des centrales syndicales.

Ce ne sera pas simple mais nous ne voulons vivre dans l'enseignement le scénario de l'AIP où la direction de la CSC a capitulé dès le départ tandis que celle de la FGTB a, sous la pression de sa base, organisé une journée nationale d'action à laquelle elle n'a donné aucune suite, permettant ainsi au gouvernement d'imposer l'AIP.

C'est pourquoi, avec les centaines de syndicalistes qui ont déjà signé l'**Appel pour la Résistance sociale**, nous disons :

« Nous ne nous contenterons plus de manifestations-promenades et de grèves d'avertissement sans lendemains.

Nous réclamons :

- **que les syndicats remplissent leur rôle et retrouvent leur place : dans la rue, sans s'inquiéter de gêner leurs « amis » politiques ;**
- **que les syndicats organisent en front commun une opération vérité sur ce qui a été volé aux travailleurs et les conséquences sur leurs vies ;**
- **un plan d'action pour des mesures anticapitalistes d'urgence, sociales et écologiques.**

Ce n'est qu'unis et déterminés dans la résistance que nous ferons entendre la voix des travailleurs. »

Signez l'Appel

Vous aussi, vous pouvez signer cet appel sur le site :

www.resistancesociale.be